



MOPSS

Mobilité Pastorale transfrontalière
apaisée et Stabilité sociale au Sahel



MOPSS : RETROSPECTIVE 2025

Avec l'appui financier de



Suède
Sverige



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC



MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
OF DENMARK

Sommaire

Éditorial.....	3
Présentation du programme MOPSS.....	5
Renforcer la voix des organisations de producteurs régionales (OPR) pour une gouvernance durable de l'élevage en Afrique de l'Ouest et au sahel.....	11
De l'apprentissage à l'impact : le parcours de jeunes leaders qui transforment leurs communautés au Mali.....	14
Le MOPSS entreprend un partenariat stratégique avec le SP-ONAPREGECC pour rendre ses interventions plus sensibles au conflit et améliorer la prévention et la gestion des conflits communautaires au Burkina Faso.....	13
Une vision stratégique : élargissement des bases des OPR.....	16
Interview de M. MODIBO Secrétaire Exécutif de l'APES.....	20
"Ma vie a changé" : les jeunes pasteurs qui réinventent leur avenir avec le numérique et les métiers agropastoraux	25
PAO2P-3 : une nouvelle impulsion pour renforcer le capital humain des communautés pastorales	28
MOPSS en chiffres.....	29



Éditorial

Bienvenue dans ce nouveau numéro de la newsletter du Programme MOPSS – Mobilité Pastorale transfrontalière apaisée et Stabilité sociale au Sahel, consacré à la rétrospective de l'année 2025.

L'année dernière aura été particulièrement importante pour le programme. Elle a été marquée non seulement par des résultats significatifs sur le terrain, mais aussi par un signal fort de confiance et d'espoir pour l'avenir : le renouvellement de l'engagement de nos partenaires financiers avec le renouvellement des financements de la Direction du Développement et de la Coopération Suisse (DDC) à travers le Programme d'Appui aux Organisations de Producteurs Pastoraux (PAO2P-3) et l'Agence danoise pour le développement international (DANIDA).

Cette confiance renouvelée témoigne de la pertinence de notre vision commune : faire de la mobilité pastorale un vecteur de paix, de cohésion sociale, de résilience et de développement économique dans les espaces transfrontaliers du Sahel et du Golfe de Guinée. Elle traduit également la reconnaissance des résultats obtenus grâce à l'engagement collectif des membres du consortium, des Organisations de Producteurs Régionales, des collectivités territoriales, des services techniques, des organisations communautaires, ainsi que des femmes et des jeunes qui sont au cœur des

transformations que nous accompagnons.

Au fil des pages de cette newsletter, vous découvrirez comment les Organisations de Producteurs Régionales renforcent leur représentativité et élargissent leurs bases sociales afin de mieux porter la voix des pasteurs et agropasteurs dans les espaces de décision. Vous lirez également comment le programme contribue à mobiliser davantage de ressources pour le développement durable des services pastoraux et à renforcer la gouvernance du secteur de l'élevage à l'échelle régionale.

Mais au-delà des chiffres, ce sont surtout les histoires humaines qui donnent tout son sens à notre action. Lorsque l'eau devient un facteur de dialogue plutôt qu'une source de tensions, lorsque la veille communautaire et la diplomatie pastorale permettent de prévenir des conflits, lorsque des jeunes pasteurs découvrent de nouvelles opportunités grâce au numérique et aux métiers agropastoraux, ou encore lorsque de jeunes leaders mettent leurs compétences au service de leurs communautés, nous mesurons concrètement l'impact du programme sur la vie des populations.

Les résultats présentés dans ce numéro nous encouragent, mais ils nous rappellent également l'ampleur du chemin qui reste à parcourir. Les défis liés à la mobilité pastorale, à l'accès aux ressources naturelles, à l'emploi des jeunes,

aux effets du changement climatique et à la cohésion sociale demeurent importants. Toutefois, les expériences et les acquis du MOPSS démontrent qu'en investissant dans le dialogue, le renforcement des organisations locales, l'inclusion des jeunes et des femmes et la coopération transfrontalière, il est possible de construire des solutions durables.

À l'heure où le programme aborde une nouvelle phase de son développement, notre ambition est claire : consolider les acquis, renforcer les synergies, amplifier les innovations qui ont fait leurs preuves et contribuer à leur mise à l'échelle au profit d'un plus grand nombre de communautés pastorales et agropastorales.

Notre plus grande réussite ne se mesure pas uniquement au nombre d'activités réalisées ou d'infrastructures construites. Elle se mesure à la

confiance retrouvée entre communautés, aux opportunités créées pour les jeunes, aux conflits évités, aux moyens d'existence préservés et à l'espoir que nous contribuons à faire naître dans les territoires où nous intervenons.

Je vous souhaite une excellente lecture et vous remercie pour votre engagement continu en faveur d'un pastoralisme porteur de paix, de prospérité et d'intégration régionale.

Marjon TUINSMA

Directrice Pays SNV au Burkina Faso

Présentation du programme MOPSS

Contexte

Dans les zones arides et semi-arides, l'élevage pastoral est l'activité productive la plus importante. Le pastoralisme constitue bien plus qu'un mode d'élevage : c'est un système de vie, de production et de résilience, fondé sur la mobilité, qui permet de valoriser durablement les territoires arides du Sahel, de nourrir les populations, de soutenir l'économie régionale et de préserver la biodiversité. Des dizaines de millions de personnes y tirent leurs ressources. La croissance démographique et la faible amélioration de la productivité agricole entraînent une expansion des terres agricoles au détriment des espaces pastoraux et des couloirs de mobilité. Cette situation est favorisée par la non-application des politiques et réglementations régionales et nationales. Ces zones de mobilité connaissent aussi un niveau d'insécurité élevé consécutif à des violences par des bandes armées et des groupes terroristes. Les femmes et les jeunes sont particulièrement vulnérables à ces risques d'insécurité et d'extrémisme violent. C'est dans ce contexte marquée par des défis sécuritaires, socio-économiques et climatiques mais également par un fort potentiel de transformation que le programme MOPSS-2 intervient de manière intégrée pour renforcer la résilience et l'inclusion des communautés pastorales.

Le programme « Mobilité pastorale transfrontalière apaisée et stabilité sociale au Sahel » (MOPSS), co-créé par SNV, RBM, APESS, ROPPA, Hub Rural et CARE, est financé par Asdi, DDC et Danida à hauteur de 24,4 millions d'euros.

Le programme soutient la vision d'une approche régionale intégrée pour le développement du sous-secteur de l'élevage pastoral, d'une transhumance apaisée et des filières transnationales mieux structurées qui génèrent des bénéfices partagés pour les acteurs et actrices du monde rural.

La première phase du programme 2019 à 2023 a permis d'instaurer durablement les jalons d'un environnement favorable à un pastoralisme apaisé ce qui lui a valu une deuxième phase 2023 à 2029.

MOPSS-2 ambitionne de renforcer et de poursuivre les acquis du MOPSS-1 en apportant des réponses adaptées à la détérioration du contexte de crise multidimensionnelle (politique, sécuritaire, humanitaire) dans les trois zones de mise en œuvre du programme (Liptako-Gourma, Kénédougou/SKBo , Burkina Faso-Bénin-Togo-Ghana « BBTG »).



Dans un souci de mutualiser les objectifs de renforcement de l'éducation-formation des populations pastorales, avec celui d'une meilleure gouvernance des Organisations Pastorales, une stabilité régionale pour renforcer le développement de ces communautés et leur résilience aux chocs externes, la phase 3 du Programme d'Appui aux Organisations et Populations Pastorales (PAO2P-3), est financée en tant que contribution au MOPSS-2 pour une période allant de mars 2025 à février 2029, dans 5 des 7 pays du MOPSS-2 (Bénin, Burkina Faso, Niger, Mali, Togo). Piloté par la SNV, le PAO2P-3 est mise en œuvre par cinq opérateurs pays qui sont AREN (Niger), Andal Pinal (Burkina), CDD (Togo), Potal Men (Bénin), et Delta Survie (Mali).



Trajectoires du MOPSS-2

Le programme MOPSS-2 est structuré autour de quatre trajectoires de changement qui sont :

1. Gouvernance concertée des ressources et du foncier pastoral ;
2. Protection, maintien et développement des moyens d'existence ;
3. Influence politique et inclusivité de la base sociale des Organisations de Producteurs Régionales (OPR) ;
4. Mobilisation des partenaires du triple nexus en faveur des agropasteur-es/pasteur-es, des personnes déplacées et des hôtes

Cibles :

- Les élu-es, technicien-n-es et membres des 3 OPR (APESS, RBM et ROPPA) ;
- Des ressortissant-es des communes d'intervention ;
- 30,000 ménages de pasteur-es/agropasteur-es des pays d'intervention ;
- Au moins 30% de jeunes de 18 à 35 ans et 40% de femmes (tous âges confondus).

En complément au MOPSS-2, PAO2P-3 cible les groupes suivants :

- 20.000 jeunes hommes, femmes et adolescent-es de plus de 15 ans, Jeunes agropasteur-es déscolarisé-es, non scolarisé-es de 15 ans et plus des zones transfrontalières entre le Burkina Faso, le Bénin, le Togo, le Mali et le Niger ;
- Les populations déplacées internes et les communautés d'accueil ; Les leaders religieux, responsables des Mairies, délégations spéciales et responsables d'organisations agropastorales.

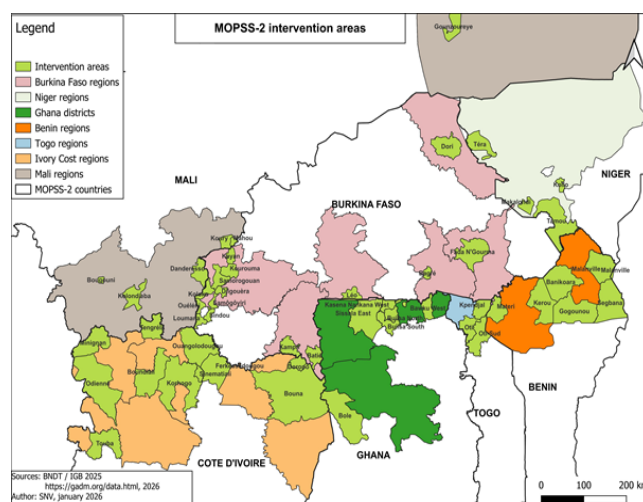
- 20.000 jeunes agropasteur-es de 15 ans et plus, dont 50% de femmes, formé-es et inséré-es en agropastoralisme
- Des activités de cohésion sociale sont déployées par les collectivités territoriales et les organisations de jeunes et de femmes
- Les conditions des cadres de formation et d'emploi des jeunes agropasteur-es sont améliorées au niveau national et régional

MOPSS-2 vise les groupes cibles suivants :

- Les élu-es, technicien-n-es et membres des 3 OPR (APESS, RBM et ROPPA) ;
- Des ressortissant-es des communes d'intervention ;
- 30,000 ménages de pasteur-es/agropasteur-es des pays d'intervention ;
- Au moins 30% de jeunes de 18 à 35 ans et 40% de femmes (tous âges confondus).
- + 20.000 jeunes hommes, femmes et adolescent-es de plus de 15 ans, jeunes agropasteur-es déscolarisé-es, non scolarisé-es de 15 ans et plus des zones transfrontalières entre le Burkina Faso, le Bénin, le Togo, le Mali et le Niger ;
- Les populations déplacées internes et les communautés d'accueil ;
- 850 leaders religieux, responsables des Mairies, délégations spéciales et responsables d'organisations agropastorales.

Zones d'intervention

Le programme MOPSS 2 intervient dans trois espaces transfrontaliers : **Liptako Gourma, BBTG et KénéDougou/SKBo** couvrant le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali, le Niger et le Togo avec au total, 52 communes des pays couverts touchées.





PROJET MOPSS-2 : Une approche intégrée pour la stabilité pastorale et la résilience en Afrique de l'Ouest

En 2025, la mise en œuvre du projet MOPSS-2 par le ROPPA confirme la pertinence d'une approche intégrée face aux défis complexes qui caractérisent les espaces pastoraux transfrontaliers du Sahel et du Golfe de Guinée. Dans un environnement marqué par la pression sur les ressources naturelles, la variabilité climatique et des tensions récurrentes liées à la mobilité du bétail, le projet a consolidé une stratégie articulant cohésion sociale, résilience économique et gouvernance régionale.

Consolider le dialogue local pour prévenir les conflits

La première dimension de l'intervention repose sur le renforcement du dialogue de proximité. Trente-neuf (39) formateurs endogènes ont été mobilisés et quinze (15) cadres de concertation animés, afin de renforcer la compréhension et l'appropriation des textes encadrant la transhumance. Cette dynamique a permis d'ancrer la mobilité pastorale dans un cadre réglementaire partagé par l'ensemble des acteurs concernés.

Les effets sont mesurables. Au Burkina Faso, cinq conflits ont été effectivement résolus grâce aux mécanismes soutenus par le projet. Dans les communes d'intervention au Ghana, au Bénin et au Togo, 80 % des personnes interrogées font état d'une amélioration du climat de confiance entre groupes sociaux. Trois dialogues multi-acteurs ont réuni soixante-dix sept (77) participants et permis d'identifier de manière structurée les principales sources de tensions liées au foncier, à l'accès aux ressources et aux dégâts agricoles. Au-delà de la gestion ponctuelle des différends, le projet a contribué à installer une culture de prévention et de responsabilité partagée, renforçant la stabilité sociale à l'échelle territoriale.

Dans cette même dynamique, le ROPPA a mis en place en 2025 deux (2) comités de veille citoyenne l'un à Sikasso, l'autre à Koutiala lors d'une rencontre regroupant quinze (15) acteurs des zones d'intervention MOPSS des deux régions. Ces comités s'appuient sur l'outil « Œil du paysan », porté par l'Observatoire des Exploitations Familiales (OEF) du ROPPA. Leur mission : assurer une veille trimestrielle démarrant en février 2026 sur les couloirs de transhumance, les conflits agriculteurs-éleveurs, les aires de pâturage et de repos des animaux, ainsi que sur les maladies animales et les cas de vol de bétail. Ce dispositif permet d'anticiper les risques, de produire des informations fiables issues du terrain, de favoriser la médiation locale et d'orienter les décisions publiques vers des réponses adaptées et concertées.



Sécuriser les moyens d'existence

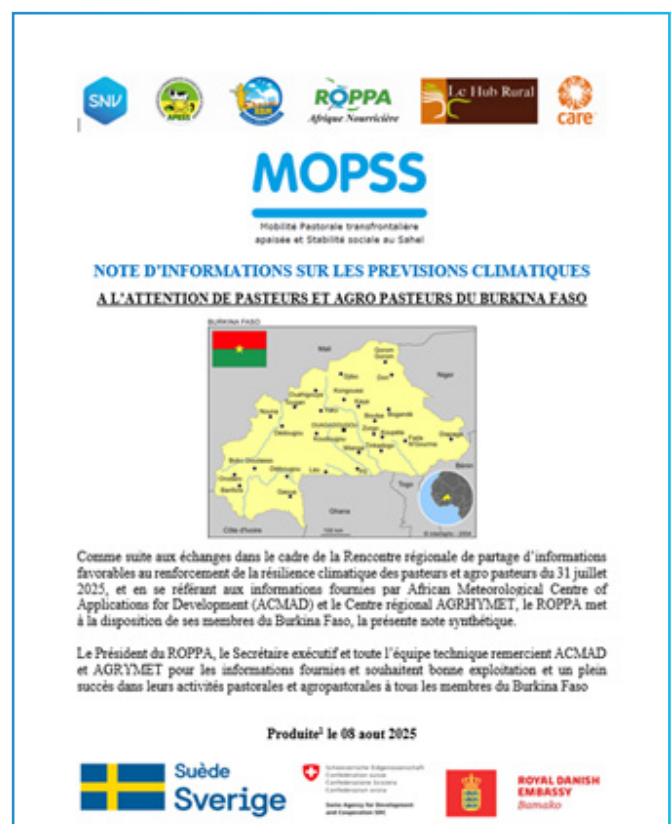
La deuxième dimension stratégique concerne la performance économique des exploitations pastorales, condition indissociable d'une stabilité durable. À Barkoundouba, vingt deux (26) jeunes ont été formés aux techniques d'ensilage et de fauche. Six mois après la formation, l'ensemble des bénéficiaires maîtrisent les techniques de base, avec une hausse estimée de 30 à 50 % de la production fourragère par exploitation. Les missions de suivi indiquent qu'une parcelle d'1,5 hectare devrait produire sept cent cinquante (750) bottes de fourrage en 2025, contre six cent (600) l'année précédente. La production locale permet par ailleurs de réduire de 50 % les dépenses liées à l'achat d'aliments pour le bétail, tandis que les superficies consacrées au fourrage ont progressé de 25 à 40 % et que les rendements devraient s'améliorer de 20 à 30 %.

Dans le secteur laitier, vingt deux (22) responsables d'unités de transformation ont été formés aux bonnes pratiques d'hygiène, contribuant à améliorer la qualité des produits et à renforcer la valeur ajoutée locale. Ces avancées techniques participent directement à la résilience économique des ménages et réduisent les facteurs structurels de tension liés à la rareté des ressources.

Le renforcement des capacités s'est également étendu au dialogue politique. Une formation en élaboration de notes de position a permis à vingt et un (21) acteurs des régions de Sikasso et de Koutiala de structurer leur analyse des défis pastoraux et de produire des arguments documentés à l'intention des décideurs. À l'issue de la formation, 80 % des participants étaient en mesure d'identifier et de prioriser un problème pastoral central en appliquant des critères objectifs : importance, impact, urgence et capacité d'influence. Deux notes de position validées collectivement, adossées à une analyse structurée des causes et effets à l'aide de l'outil « Arbre à problèmes », sont désormais disponibles pour alimenter le plaidoyer. Cette maîtrise renforce la capacité des organisations pastorales à dialoguer avec les acteurs humanitaires, de développement et de paix sur la base d'arguments cohérents et documentés.

Anticiper les risques climatiques

La troisième dimension du projet porte sur l'accès à l'information climatique, levier majeur de résilience dans un contexte de variabilité accrue des saisons. Le ROPPA a renforcé sa coopération avec des institutions spécialisées pour améliorer la diffusion d'informations pertinentes et accessibles : radios nationales et communautaires touchant plus de 90 % des populations rurales, groupes WhatsApp en messages vocaux, applications mobiles dédiées et savoirs traditionnels ont été mobilisés de concert. Une feuille de route de sept actions prioritaires et la mise en place d'un comité régional de suivi traduisent la volonté d'institutionnaliser cette dynamique.



un témoignage de satisfaction du préfet à la fin du festival culinaire organisé en novembre 2024. Grâce à cette initiative, les jeunes sont dorénavant concertés pour toute initiative de paix par les autorités comme les

Structurer la gouvernance régionale

La dimension transfrontalière du pastoralisme a guidé une quatrième ligne d'action décisive, à l'échelle régionale. Un atelier tenu à Lomé du 24 au 27 mars 2025 a permis de poser les bases d'un plan d'actions commun pour l'espace BBTG (Bénin, Burkina Faso, Togo, Ghana) et de constituer un groupe technique restreint chargé de préparer la mise en place d'un dispositif de concertation pour une transhumance apaisée. Ce groupe a ensuite tenu une rencontre en présentiel à Saponé du 25 au 27 juillet 2025, aboutissant à la conception d'une architecture institutionnelle structurée : une Assemblée Générale comme instance souveraine de décision, un Comité Multi-acteurs d'orientation et de suivi, un Secrétariat Technique pour la coordination opérationnelle, et des démembrements locaux au niveau des collectivités territoriales et des zones frontalières. Pour la suite du processus, le groupe a recommandé l'élargissement de sa composition à six membres représentant le ROPPA, l'APESS, le RBM et le RECOPA Est, ainsi que la mobilisation de missions de présentation dans les pays concernés pour désigner les points focaux de suivi.

En Côte d'Ivoire, une rencontre à Ouangolodougou a favorisé l'appropriation de l'arrêté encadrant la transhumance pour la campagne 2025-2026. Au Togo, un diagnostic participatif a identifié dix-sept (17) espaces stratégiques de plaidoyer et structuré une stratégie cohérente d'influence institutionnelle.

Les indicateurs témoignent de cette montée en puissance organisationnelle : un taux de satisfaction de 90 % parmi les membres concernant la redevabilité des organisations paysannes, soixante un (61) documents de plaidoyer engagés, 66 documents d'information partagés, et deux mille sept cent quarante-huit (2 748) jeunes et femmes impliqués dans des initiatives citoyennes et de cohésion sociale.

Un impact tangible pour les ménages vulnérables

L'impact du projet se lit également à l'échelle des foyers les plus fragiles. Au Burkina Faso, quarante (40) personnes vulnérables ont reçu cent vingt (120) petits

ruminants. Le suivi révèle que l'ensemble des cent vingt (120) ménages bénéficiaires déclarent une amélioration de leurs moyens d'existence, avec une hausse minimale de 5 % des revenus et des effets positifs sur la scolarisation et l'accès aux soins.

En 2025, MOPSS-2 illustre la capacité du ROPPA à déployer un dispositif cohérent reliant médiation sociale, innovation productive, diffusion d'informations climatiques, renforcement des capacités politiques et structuration institutionnelle régionale. Cette approche intégrée confirme que la mobilité pastorale, lorsqu'elle est encadrée, concertée et soutenue par des investissements adaptés, peut devenir un facteur de stabilité, de gouvernance renforcée et de développement rural inclusif en Afrique de l'Ouest.





MOPSS 2 : Mobiliser du financement pour renforcer durablement les services pastoraux en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Dans un contexte régional marqué par l'insécurité et la pression croissante sur les ressources naturelles, le soutien aux systèmes pastoraux devient un enjeu stratégique pour les zones transfrontalières d'Afrique de l'Ouest et du Sahel. Le programme MOPSS-2 s'inscrit pleinement dans cette dynamique en mettant l'accent sur l'accompagnement des intercommunalités transfrontalières renforcent leur rôle dans l'appui aux systèmes pastoraux. MOPSS-2 accompagne cette dynamique en structurant une stratégie de plaidoyer en vue de mobiliser les partenaires financiers à l'échelle locale, nationale et régionale. Une démarche essentielle pour assurer le financement durable des services offerts aux pasteurs et agropasteurs.

Un appui stratégique aux intercommunalités transfrontalières

Les zones pastorales d'Afrique de l'Ouest et du Sahel subissent des défis multiples : insécurité, dégradation des ressources naturelles, pressions climatiques et fragilisation des moyens de subsistance. Face à ces enjeux, les intercommunalités transfrontalières jouent un rôle essentiel dans la facilitation de la transhumance, la prévention des conflits, l'appui à la décision et l'amélioration des conditions d'élevage.

Mais une limite persistait : **le manque de ressources pour agir à la hauteur des besoins.**

« Nous savions ce qu'il fallait faire pour accompagner les éleveurs, mais nous n'avions pas les moyens de le faire pleinement », confie un élu local impliqué dans une intercollectivité.

C'est dans ce contexte que le **MOPSS-2**, avec l'appui technique du **Hub Rural**, et dans la continuité du MOPSS-1 a engagé un accompagnement stratégique pour permettre aux intercommunalités de mieux structurer leurs plans d'action et orienter leurs démarches de mobilisation de ressources.

Une stratégie de plaidoyer structurée pour mobiliser les financements

Lors de l'atelier régional de Ouagadougou en août 2023, une stratégie de plaidoyer avait été formalisée afin d'accompagner les intercommunalités dans la recherche des financements nécessaires à la mise en œuvre de leurs plans d'action. Cette stratégie précise :

- **Les domaines prioritaires** : intégration du pastoralisme dans les plans de développement, application des codes pastoraux, amélioration de l'alimentation animale, régulation de la mobilité du bétail, infrastructures pastorales, système d'information communication.
- **Les cibles clés du plaidoyer** : collectivités locales, services déconcentrés, organisations d'éleveurs, programmes pastoraux, administrations centrales, organisations régionales, partenaires techniques et financiers.
- **Les modalités de contact** : notamment la formulation de lettres de plaidoyer.
- **Le suivi des engagements** : mécanismes de reddition de comptes et engagements de bonne gestion des ressources mobilisées.

Des résultats déjà appréciables

Les premières campagnes de plaidoyer menées ont permis d'obtenir des financements substantiels :

En **2024**, les ressources mobilisées atteignent déjà près de **897 millions de FCFA**, avec des engagements supplémentaires en cours.

En **2025**, un cap est franchi : la mobilisation dépasse **3,3 milliards de FCFA**.

Ces résultats illustrent la capacité des intercommunalités à saisir des opportunités de financement grâce à une démarche structurée et une meilleure coordination.

« Quand nous avons vu les montants mobilisés, nous avons compris que notre manière de travailler avait réellement changé », confie un membre d'intercommunalité.

Un impact réel sur les services et les moyens de subsistance

Au-delà des chiffres, c'est un impact direct sur les communautés qui est constaté ; l'essentiel ne se mesure pas seulement en montants mobilisés. Sur le terrain, les initiatives financées visent d'abord à accompagner les ménages pastoraux et agropastoraux à améliorer leur résilience.

Ces ressources se traduisent en actions concrètes : le développement de la **production fourragère**, l'appui à la **transformation laitière**, l'amélioration de la **commercialisation des aliments de bétail** et le soutien aux initiatives économiques locales.

Autant d'activités qui renforcent la résilience des ménages agropastoraux face aux défis socio-économique, climatiques et sécuritaires.

« Grâce à ces appuis, nous ne dépendons plus d'une seule activité. Nous avons diversifié nos revenus et cela change notre quotidien », explique une transformatrice de lait au Mali.

Ces actions coordonnent parfaitement efficacité économique et accompagnement social. Elles contribuent à diversifier les sources de revenus, à réduire la vulnérabilité des communautés face aux chocs externes, à soutenir les chaînes de valeurs, à renforcer la sécurité alimentaire et à consolider la résilience des communautés rurales. Au-delà des améliorations immédiates, elles posent les bases d'un redressement et d'une gouvernance durable, fondée sur l'autonomisation, l'innovation locale et la redynamisation des services essentiels.

Vers une gouvernance pastorale plus forte et durable

MOPSS 2 ouvre de nouvelles perspectives en démontrant qu'un plaidoyer structuré, associé à un accompagnement technique renforcé, constitue un levier important pour transformer durablement la gouvernance pastorale en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

En soutenant les intercommunalités transfrontalières dans l'organisation de leurs actions et dans la mobilisation des ressources, le programme contribue à renforcer leur position stratégique. Mieux outillés et plus visibles, ces acteurs sont désormais en mesure de jouer pleinement leur rôle dans la gestion concertée des territoires, la prévention des conflits et l'appui aux systèmes pastoraux en vue d'une gouvernance pastorale plus résiliente. « Nous ne sommes plus seulement des exécutants. Nous sommes devenus des acteurs capables de mobiliser, négocier et orienter le développement de nos territoires », souligne un élu local.

Enfin, une phase **OPR–Taskforce régionale** : la contribution directe aux politiques régionales ; soumission des propositions aux experts régionaux et participation active au processus d'élaboration et de validation de la stratégie.

Ce travail structuré marque un tournant.

« Avant, nous intervenions chacun de notre côté. Aujourd'hui, nous parlons d'une seule voix, et cela change tout dans les discussions régionales », témoigne un représentant d'OPR.

Progressivement, les OPR ne sont plus seulement consultées : elles deviennent des acteurs centraux du processus. Elles ont participé activement aux étapes de validation du projet de stratégie, notamment à la réunion des experts à Abidjan tenue du 27 au 28 septembre 2023, et celle du Comité Ministériel Spécialisé à Abuja tenue en juillet 2024. Grâce à ce travail préparatoire rigoureux, les OPR ont pu défendre avec force la vision des exploitations familiales agropastorales.

Nouakchott+10 : un moment clé de plaidoyer régional et un engagement renouvelé pour l'avenir du pastoralisme

Les OPR ont été des acteurs-clés du processus de préparation et de la tenue du Forum de Haut Niveau Nouakchott+10 sur le développement des élevages et la sécurisation des systèmes pastoraux en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Les OPR, accompagnées par le Hub Rural, ont mis en œuvre une stratégie d'influence fondée sur des consultations nationales dans six pays (Burkina Faso, Mali, Niger, Togo, Ghana, Nigeria). Les discussions ont porté sur l'accès et la gestion durable des ressources, les complémentarités agriculture-élevage, la résilience climatique et l'évolution des politiques depuis la Déclaration de Nouakchott (2013). Ces contributions ont été consolidées lors d'un atelier InterOPR à Abidjan (7 du 9 octobre 2024).



Au Forum Nouakchott+10, tenu du 6 au 8 novembre 2024, les OPR ont réaffirmé leur rôle central dans la construction d'un pastoralisme résilient et intégré. La Déclaration finale reconnaît que : « Les systèmes pastoraux et agropastoraux sont un maillon essentiel des systèmes alimentaires et un facteur fondamental de l'intégration régionale ». Les États et les acteurs se sont engagés à opérationnaliser la Stratégie régionale de développement des élevages et de sécurisation des systèmes pastoraux. Les OPR, quant à elles, ont réitéré leur volonté de participer pleinement à la préparation et à la mise en œuvre de la Déclaration Nouakchott+10 en mobilisant leur expertise et leurs réseaux territoriaux.



Le Ministre de l'Élevage et des Productions Animales du Tchad s'est engagé !



Le Ministre de l'Elevage et de la Pêche du Mali



Le Ministre Délégué chargé des Ressources Animales du Burkina Faso



Le Ministre d'État, ministre des Ressources halieutiques, animales et de la réglementation de la transhumance au Togo

Un pas décisif franchi par les OPR

Grâce au MOPSS-2 et à travers Hub Rural, les OPR ont uni leurs forces. Elles se sont organisées, ont consulté leurs bases, ont débattu, ont harmonisé leurs positions et ont porté leurs recommandations auprès de la CEDEAO. Au final, ce processus révèle une transformation profonde : les éleveurs, longtemps en marge des décisions, deviennent progressivement des acteurs de leur propre avenir. Désormais, elles disposent d'une voix plus forte, d'une expertise renforcée, d'une capacité d'influence accrue et d'une place centrale dans les politiques régionales du pastoralisme. En s'appuyant sur ces avancées, la région démontre qu'un pastoralisme mieux organisé ouvre la voie à un avenir où mobilité rime avec prospérité, où coopération rime avec stabilité et où chaque communauté devient actrice d'un développement pastoral durable et partagé. Ainsi, les OPR ont franchi un pas décisif, celui d'un pastoralisme sécurisé, valorisé et durable en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Et si le chemin reste long, une chose est désormais acquise : leur voix compte et elle continuera de peser dans les choix qui façonneront le pastoralisme de demain...





De l'apprentissage à l'impact : le parcours de jeunes leaders qui transforment leurs communautés au Mali

Entre 2024 et 2026, neuf jeunes leaders issus d'organisations pastorales au Mali ont suivi un parcours intensif de développement du leadership. Plus qu'une formation, ce trajet s'est révélé être une véritable expérience de transformation personnelle, organisationnelle et communautaire, dont les effets se font déjà sentir bien au-delà des bénéficiaires directs

Tout commence par une idée du programme MOPSS : développer le leadership des jeunes, c'est créé un potentiel incroyable

Novembre 2024, Bamako. Le point de départ n'est pas une simple formation, mais une ambition : faire émerger une nouvelle génération de leaders capables d'agir dans des contextes complexes, marqués par l'insécurité, les tensions liées aux ressources naturelles et les défis économiques.

Neuf jeunes, issus des organisations membres du RBM, de l'APESS et du ROPPA, sont sélectionnés. Tous ont en commun un engagement fort, mais aussi des défis personnels à surmonter : manque de confiance, difficultés à s'exprimer, faible implication dans les instances organisationnelles.

Avant même de travailler avec eux, le programme commence par former six formateurs-trices issus des organisations paysannes, posant ainsi les bases d'un accompagnement durable et ancré localement.

Se transformer soi-même avant de transformer les autres

Le véritable tournant intervient en mars 2025. Les jeunes entament un travail introspectif à travers une autoévaluation de leur leadership. Pour beaucoup, c'est une révélation.

« Avant, j'étais orgueilleux... j'avais du mal à demander pardon et à saisir les opportunités. Aujourd'hui, je m'ouvre davantage et je vois des possibilités là où je n'en voyais pas. » — Modibo Cissé, APESS/Koury

Au cours du premier atelier, consacré au leadership de soi, les jeunes apprennent déjà à gérer leurs émotions, à s'exprimer en public, à clarifier leurs objectifs. Ils élaborent un plan de développement personnel, première étape concrète de leur transformation. Pour certains, les changements ne se font pas attendre.

« Je peux aujourd'hui parler en public et je suis à l'aise dans les médiations et les négociations au point que mon père m'a désigné comme gestionnaire de l'entreprise familiale de transport de bétail » — Ousmane Diallo, RBM/Koury

Du leadership individuel au leadership organisationnel

Quelques semaines plus tard, entre avril et mai 2025, les jeunes sont renforcés au cours d'un atelier sur le leadership organisationnel. Le parcours prend une nouvelle dimension, celle de l'engagement collectif. Ils-elles travaillent désormais sur le leadership au niveau de leur organisation, en co-construisant des plans d'action au sein de ses organisations. Ils ne sont plus seulement bénéficiaires : ils deviennent acteurs, une force de propositions et de transformation...

Très vite, les effets sont visibles. Certains ont désormais le courage de prendre la parole lors de réunions, d'autres animent même des sessions ou produisent du contenu technique. La visibilité des organisations s'en trouve renforcée.

« Aujourd'hui, je fais des exposés, je publie sur Facebook et je contribue à rendre mon organisation plus visible. » Amadingué A. Sagara, RBM/Dandresso

Des changements visibles... et mesurables

Février 2026, atelier bilan à Bamako. Les transformations sont palpables tant au niveau personnel, organisationnel que communautaire. Les jeunes gagnent en confiance, en capacité d'expression et en maîtrise de soi.



Le coaching : le déclic qui transforme l'apprentissage en action

À partir de mai 2025, chaque jeune est accompagné par un coach issu de sa communauté. Ce dispositif de proximité change profondément la dynamique. Les séances se tiennent dans des contextes variés : réunions de tontines, échanges informels dans les villages, discussions avec des leaders locaux ou religieux. Le coaching devient alors un espace de confiance, mais aussi de responsabilisation.

« Avec le coaching, j'ai appris à écouter, à analyser et à agir. Cela m'a permis de résoudre des conflits et de mieux collaborer avec les autres. » affirme André Koné, Jeune leader du ROPPA dans la commune de Mahou.

Au fil des mois, les jeunes ne se contentent plus d'apprendre : ils expérimentent, ajustent, innovent.



Certains surmontent même des difficultés majeures comme le bégaiement ou la peur du public, c'est le cas Hassan Sidibé (APESS/Mahou)

Au niveau organisationnel, les jeunes s'imposent désormais comme des ressources clés, en animant des réunions, en dispensant des formations techniques (compostage, élevage), en mobilisant les membres et en renforçant la visibilité de leurs organisations.

Au niveau communautaire, l'impact est tout aussi marquant. Les jeunes initient des actions concrètes : médiations entre agriculteurs et éleveurs, sensibilisation environnementale, formations économiques et initiatives d'alphabétisation ; avec des résultats déjà tangibles sur le terrain.

« Avant, j'étais très méfiante. Aujourd'hui, je collabore mieux, je prends des décisions plus rapidement et je suis plus confiante. J'ai même pu créer une association composée aujourd'hui de 15 membres où nous cotisons pour mener des activités génératrices de revenus » — Kadidia Dioni, ROPPA/Koury

Entre défis et résilience : un parcours ancré dans la réalité

Entre défis et résilience, le parcours des jeunes leaders s'est profondément ancré dans les réalités du terrain. L'insécurité dans certaines zones, la faible connectivité ainsi que les contraintes financières et saisonnières ont parfois compliqué la mise en œuvre des activités. Pourtant, loin de freiner la dynamique, ces obstacles ont révélé une remarquable capacité d'adaptation des jeunes et de leurs coaches : les séances ont été organisées dans des cadres informels, les autorités locales mobilisées pour légitimer les actions, et les outils ajustés aux réalités du contexte. Autant d'initiatives qui témoignent d'une résilience collective et d'une appropriation locale du processus.

Une dynamique qui dépasse les individus

Au fil de ce parcours, une évidence s'impose : au-delà des transformations individuelles, c'est une véritable dynamique collective qui s'est enclenchée. En combinant formation, coaching de proximité et mise en action, l'initiative a posé les bases d'un modèle reproductible, solidement ancré dans les réalités locales et porteur de changements durables. Aujourd'hui, ces jeunes ne sont plus seulement des bénéficiaires ; ils sont devenus des agents de changement, influençant leurs organisations, leurs familles et leurs communautés.

« Après la formation et avec le coaching, je suis devenu plus à l'aise pour communiquer en groupe et le complexe lié à la prise de parole s'est envolé, ma confiance en moi s'est améliorée. Je suis devenue populaire et j'ai été contactée par 15 femmes volontaires pour que je les forme. » — Kadidia Dioni, ROPPA/Koury

Fort de ces acquis, le programme MOPSS ouvre désormais la voie à une nouvelle phase d'amplification. Le développement de réseaux de mentors au sein des organisations, une plus grande implication des jeunes dans les instances de gouvernance, le soutien à leurs initiatives économiques et la capitalisation des expériences constituent autant de leviers pour amplifier l'impact de cette dynamique.

Car au fond, ce parcours révèle une vérité essentielle portée par le MOPSS : le leadership ne se transmet pas uniquement par la formation, il se construit dans l'expérience, dans l'action et dans l'accompagnement. Au Mali, ces neuf jeunes en sont aujourd'hui l'illustration

concrète, une génération en mouvement, dont l'engagement ouvre déjà la voie à des transformations plus larges, et dont l'histoire ne fait que commencer.



Le MOPSS entreprend un partenariat stratégique avec le SP-ONAPREGECC pour rendre ses interventions plus sensibles au conflit et améliorer la prévention et la gestion des conflits communautaires au Burkina Faso

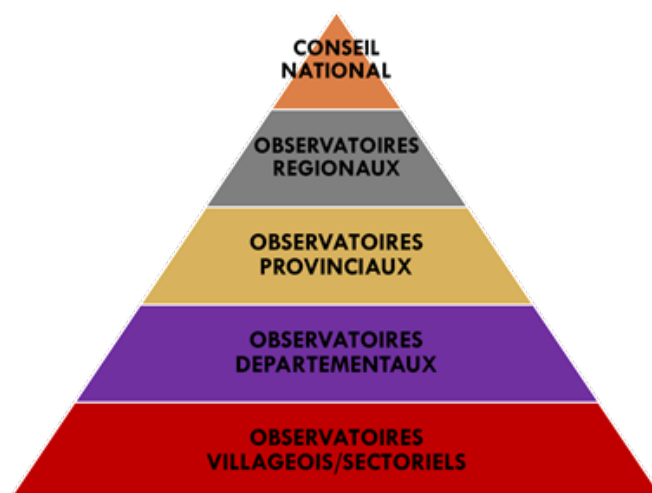
Le MOPSS-2 vise à « contribuer à la cohésion sociale des communautés dans les zones de transhumance transfrontalière au Sahel et dans le Golfe de Guinée à travers une résilience accrue aux chocs climatiques et sécuritaires, une mobilité du bétail apaisée, et une économie locale inclusive et intégrée ». Cet impact conduit naturellement le programme à mettre en œuvre des activités de cohésion sociale et à travailler avec des institutions nationales intervenant dans le domaine de la prévention et la gestion des conflits. Ainsi, pour susciter un changement systémique et faire tâche d'huile au-delà de ses zones d'intervention, le MOPSS a développé une collaboration avec le Secrétariat Permanent de l'Observatoire National de Prévention et de Gestion des Conflits Communautaires (SP-ONAPREGECC) du Burkina Faso.

Cette collaboration a conduit à la réalisation d'ateliers de renforcement de capacité et à l'accompagnement dans la mise en œuvre d'activités sur le terrain. Notons que le SP-ONAPREGECC est une structure qui a été mis en place par décret n° 2017-0996 /PRES/TRANS/PM/MJDHPC/MATD/MEF du 20 septembre 2017 portant composition, organisation et fonctionnement du Secrétariat permanent de l'ONAPREGECC du Burkina Faso. C'est un organe exécutif chargé d'opérationnaliser les démembrements de l'ONAPREGECC du niveau village jusqu'au niveau régional et d'assurer la coordination de leurs activités en matière de prévention et de gestion des conflits communautaires.

Figure 2 Organisation de l'ONAPREGECC

Origine du partenariat

La collaboration avec le SP-ONAPREGECC est née de sa sollicitation en 2024 faite par le membre du consortium CARE lors de la mise en œuvre de ses activités dans les Régions des Tannounyan et du Guiriko sur la



vulgarisation et le respect des droits fonciers pastoraux. C'est dans cette même veine qu'en juin 2024, lors de la formation des journalistes burkinabè sur le pastoralisme et la mobilité pastorale apaisée organisée par SNV, une communication de la Secrétaire Permanente de l'ONAPREGECC sur sa structure et ses missions a ouvert la voie à des échanges approfondis et à l'identification de pistes de collaboration concrètes entre SNV et le SP-ONAPREGECC. Ainsi, après une rencontre d'échange entre SNV et le SP-ONAPREGECC, des besoins pertinents ont été exprimés par le SP-ONAPREGECC.

Réponses aux besoins exprimés par le SP-ONAPREGECC

Partant des besoins exprimés par le SP-ONAPREGECC, SNV/MOPSS a réalisé plusieurs activités à son endroit. C'est ainsi que le MOPSS a soutenu l'installation et la formation des Observatoires Départementaux de

prévention et de gestion des conflits communautaires (ODEPREGECC) de Samorogouan (Région de Guiriko).



Photo de famille lors de la formation et l'installation de l'ODEPREGECC de Loumana

Au regard de sa volonté d'accompagnement des démembrements de l'ONAPREGECC aux différents niveaux (régional, provincial, départemental et villageois), le MOPSS a aussi jugé stratégique de répondre à la demande de renforcement des capacités des agents du SP-ONAPREGECC. Pour ce faire deux ateliers ont été organisés par SNV au profit des agents du SP-ONAPREGECC.

Renforcement des capacités des agents du SP-ONAPREGECC

En octobre 2025, 19 agents du SP ONAPREGECC ont participé à une formation d'une durée de six (6) jours sur la communication bienveillante, la négociation constructive et la médiation.

Cette session a permis de renforcer leurs compétences en gestion des cas de conflit rencontrés sur le terrain. Les participants ont mis en pratique les techniques apprises à travers des exercices basés sur des cas réels, améliorant ainsi leur capacité à communiquer efficacement et à conduire un processus structuré de négociation et de médiation.

Les compétences acquises ont été valorisées sur le terrain, notamment à travers leur application directe lors de la mise en place et de la formation des OVEPREGECC, ODEPREGECC (qui sont les démembrement au niveau

Village et Département) , etc. mais aussi à travers les activités quotidiennes des agents du SP-ONAPREGECC.

Par la suite, les mêmes agents ont bénéficié d'un renforcement de capacités sur la sensibilité au conflit. Cette formation leur a permis d'intégrer davantage les principes de sensibilité au conflit dans la planification et la mise en œuvre des activités du SP ONAPREGECC. Ils ont maîtrisé les outils d'analyse permettant de mieux comprendre les contextes d'intervention et ont porté un regard critique sur leurs pratiques grâce aux critères de sensibilité au conflit qu'ils/elles ont découverts. Des outils taillés sur mesure ont été développés et peaufinés pendant l'atelier, notamment 3 checklists autour des principaux types d'intervention du SP-ONAPREGECC qui sont : la mise en place et l'opérationnalisation des démembrements de l'observatoire ; la sensibilisation et la formation des membres de ces instances ; et la résolution des conflits communautaires. Ce renforcement de capacité a également permis de définir des orientations pour mieux accompagner les démembrements de l'ONAPREGECC dans l'intégration systématique de la sensibilité au conflit dans leurs interventions.



L'équipe technique du SP-ONAPREGECC à la fin de formation d'octobre 2025

Valorisation des acquis

À l'issue des ateliers de renforcement des capacités et de l'accompagnement reçu, la Secrétaire Permanente de l'ONAPREGECC a affirmé que l'ensemble des connaissances et des outils mis à leur disposition sera pleinement exploité pour améliorer leurs interventions sur le terrain. En tant qu'organe de coordination de l'ONAPREGECC, le Secrétariat Permanent veillera à diffuser ces outils à ses démembrements afin de soutenir la mise en œuvre des activités notamment la création, la formation et le fonctionnement des ODEPREGECC et OVEPREGECC dans une approche sensible au conflit, garantissant ainsi une action plus efficace de prévention et de résolution des conflits..

« Le 26 janvier 2026 a eu lieu l'installation d'un Observatoire villageois dans la région du Djôrô par une équipe composée du président et de deux membres de l'ODEPREGECC, et moi-même représentant le SP/ONAPREGECC. En plus des 8 membres de l'OVPREGECC, des membres de la communauté, y compris des femmes ont été invités à participer à la séance. Après l'introduction de la séance, l'identification et l'installation officielle des membres de l'OVPREGECC, j'ai procédé à la sensibilisation des participants sur les missions de l'OVPREGECC. A un moment donné, le groupe de femmes a interrompu la séance par des protestations véhémentes indiquant que leurs champs faisaient l'objet de dégâts par les animaux appartenant généralement aux hommes et accusent le Président du CVD de ne pas écouter leurs plaintes. Ce dernier s'est aussitôt mis en colère et a demandé que la session se poursuive insistant que les femmes ne disaient pas la vérité. Ayant suivi une formation en communication non violente et sensibilité au conflit avec SNV/MOPSS, j'ai compris que si cette situation n'est pas gérée, elle peut être source de conflit entre les populations et cela sera imputée à notre intervention. En faisant appel aux techniques apprises, j'ai sur le champ organisé des rencontres séparées avec chaque partie et à travers l'écoute active et un choix des mots adaptés, j'ai pu calmer les parties et entamer une négociation. Après ces échanges, la séance s'est poursuivie jusqu'à son terme. » **TONDE Mathieu, Chef de service, SP/ONAPREGECC**

« Cet atelier de renforcement de capacité se tient dans le cadre de la manifestation de notre besoin de renforcer davantage nos connaissances sur la sensibilité au conflit, et SNV à travers le Programme MOPSS a bien voulu nous accompagner dans ce sens. Ces connaissances et outils reçus nous permettront de faire en sorte que les différents démembrements de l'ONAPREGECC puissent à leur tour aussi dans le cadre de leurs actions de prévention et de gestion de conflit, être sensible au conflit, faire en sorte que leurs interventions ne nuisent pas aux communautés et qu'ils aient encore plus de crédibilité et de légitimité sur le terrain. Nous remercions toute l'équipe des formateurs qui a bien voulu renforcer davantage nos capacités. Ainsi nous prévoyons que le SP-ONAPREGECC au cours de l'année 2026 dans le cadre de ses activités de renforcement des capacités des démembrements de l'observatoire développe des modules qui pourront aborder le volet sensibilité au conflit. » **Korotimi KABORE/OUANGRE, Secrétaire Permanente de l'ONAPREGECC**

La collaboration avec le SP-ONAPREGECC se révèle comme un partenariat stratégique majeur pour renforcer la prévention et la gestion des conflits communautaires au Burkina Faso. Grâce au renforcement des capacités des agents du SP-ONAPREGECC et à la mise à leur disposition d'outils méthodologiques pour une intervention conflit sensible, le MOPSS contribue à une meilleure intervention des acteurs chargés de la prévention et la gestion des conflits dans des contextes sensibles et souvent complexes. Les acquis obtenus tant en communication, négociation, médiation qu'en sensibilité au conflit constituent désormais un socle solide sur lequel le SP-ONAPREGECC peut s'appuyer pour améliorer l'efficacité de ses actions sur le terrain. Cette dynamique de collaboration, fondée sur la complémentarité et le renforcement mutuel, ouvre des perspectives prometteuses pour une meilleure cohésion sociale et donc une contribution durable à la paix au Burkina Faso. Elle témoigne aussi de l'importance d'une intervention concertée entre institutions publiques et projets/programmes pour répondre de manière sensible, inclusive et adaptée aux défis communautaires actuels.





Une vision stratégique : élargissement des bases des OPR

Le MOPSS-2, tout comme le MPOSS-1, soutient les processus d'élargissement des bases des OPR membres de son consortium que sont APESS, RBM et ROPPA. Cet élargissement, notamment en direction des pays côtiers, facilitera une meilleure prise en charge des questions de transhumance transfrontalière et de promotion de la cohésion sociale. Jusqu'à récemment les organisations pastorales régionales (APESS et RBM) n'avaient l'essentiel de leurs bases que dans les pays sahéliens. Il a fini par s'imposer à ces organisations de couvrir les pays côtiers, pays d'accueil de l'élevage transhumant, qui ont eux aussi d'importantes communautés d'éleveurs notamment dans leurs parties Nord. C'est ainsi qu'est parti l'impulsion pour susciter l'organisation des éleveurs dans les pays côtiers et leur adhésion dans les organisations régionales.

Côte d'Ivoire et Ghana : 2 chantiers pour l'APESS.

Avec l'accompagnement du MOPSS-2, l'APESS a visé le Ghana et la Côte d'Ivoire où d'ailleurs elle avait déjà de nombreux sympathisants. Lancé véritablement en novembre 2023 par une tournée du Président du Conseil d'Administration de l'APESS dans le District des Savanes en Côte d'Ivoire, le processus s'est poursuivi à travers plusieurs étapes :

- En janvier 2024, les Districts de Builsa South, de Builsa North et de Kasena Nankana West, dans la Région Upper East au Ghana de reçoivent le PCA de l'APESS.
- Le mercredi 04 décembre 2024 le Secrétaire Exécutif de l'APESS tient une grande rencontre avec des éleveurs fournisseurs et revendeurs du bétail au grand marché de bétail de Korhogo.
- Le samedi 07 décembre 2024 dans le Complexe Hôtelier OLYMPE de Korhogo, il se tient une réunion de tous les chefs de files de l'implantation de l'APESS dans le District des Savanes qui regroupe les régions de la Bagoué (Boundiali), de Poro (Korhogo) et du Tchologo (Ferkessedougou). Cette rencontre a fait le point sur la mobilisation des éleveurs et lancer la mise en place des instances et organes de l'APESS dans le District.



Bureau de Zone APESS de Boundiali

En 2025, des résultats concrets et encourageant ont commencé à être enregistrés ; du 21 au 29 juillet, une mission de l'APESS dans le District des Savanes en Côte d'Ivoire en a fait les constats : les 3 régions du District, à savoir Bagoué (Boundiali), Poro (Korhogo) et Tchologo (Ferkessedougou) avaient mis en place des Bureaux de Zones dans de nombreux départements. La mise en place des Bureaux de Régions devrait suivre.



Bureau de Zone APESS de Korhogo

Un capital de confiance favorable ...

Depuis des années maintenant, des leaders-éleveurs ivoiriens sympathisants de l'APESSS venaient à Dori au Burkina Faso lors des Assemblées Générales annuelles. Ces participants aux AG ont contribué à la découverte de l'APESS par les éleveurs ivoiriens.

Ces dernières années, avec l'accompagnement du MOPSS, les diverses activités conduites par l'APESS pour la mise en place de la Plateforme d'Innovation multi-acteurs de Gestion des Ressources Naturelles (PI GRN) du District des Savanes, ont boosté la reconnaissance de l'APESS dans cette partie du pays. Ce capital a ouvert pour l'APESS de nombreuses portes administratives, techniques et communautaires notamment.

Mais un défi à relever

Le défi qu'il y a à relever est d'ordre juridique ; il va de la diversité des textes régissant les libertés d'association selon les pays aux statuts des organisations des producteurs selon l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA).

Le traitement des dossiers de reconnaissances/autorisations d'exercer/conventions, etc., des Coopératives, Associations, ONG et Fondations, que celles-ci soient locales, nationales ou étrangères, varient d'un pays à un autre. L'affectation des tutelles administratives est aussi différente d'un pays à l'autre.

En perspectives :

2026 devra voir l'accélération de l'implantation de l'APESS au Ghana d'une part et, d'autre part, l'achèvement en Côte d'Ivoire de la structuration de l'APESS par la mise en place d'un Bureau National de Coordination (BNC) à l'instar des autres pays déjà couverts.



Bureau de Zone APESS de Ouangolodougou



L'eau, source de paix : quand la veille communautaire et la diplomatie pastorale font reculer les conflits

En langue tamasheq, "Aman Iman" signifie : l'eau, c'est l'âme. C'est sous ce titre que le Réseau Billital Maroobé a présenté, en septembre 2025 à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, une communication devant des universitaires, des chercheurs, des institutions nationales et internationales et des organisations de la société civile, lors du colloque international sur l'eau comme vecteur de paix au Sahel. Cette formule, à la fois simple et profonde, résume une philosophie qui guide l'action de MOPSS : dans les zones agropastorales du Sahel, l'eau n'est pas seulement une ressource naturelle. Elle est le moteur de la vie, de l'économie et, lorsqu'elle est bien gérée, C'est la paix entre les communautés.



Une communication du RBM devant des universitaires, des chercheurs, des institutions nationales et internationales et des organisations de la société civile. Photo : RBM

La veille communautaire, ossature d'une intelligence collective

Au coeur du dispositif MOPSS se trouve un système de veille pastorale qui transcende les frontières. En 2025, le RBM et les Cellules de Coordination du Système d'Alerte Précoce (CC/SAP) du Niger, du Burkina Faso et du Mali ont formalisé leur collaboration dans un protocole structuré. Ce protocole intègre les relais communautaires du RBM dans les dispositifs de veille locaux existants, notamment le Système Communautaire d'Alerte Précoce et de Réponse Urgente. Les premiers résultats sont tangibles : écriture conjoint des bulletins de veille pastorale, reconnaissance officielle des relais communautaires par les autorités locales, liens opérationnels établis avec les services techniques déconcentrés, et sensibilisation accrue des autorités au rôle stratégique de la veille pastorale.

En octobre 2025, à Ziniaré, un atelier organisé entre le RBM et le Système d'Alerte Précoce de la Direction Générale des Études et des Statistiques Sectorielles du Burkina Faso a défini les modalités de collaboration pour la co-production de bulletins de veille communautaire. Cette rencontre s'appuie sur les acquis des expériences menées au Niger et au Mali, où des cadres similaires ont déjà été mis en place avec succès.

Cette veille nourrit chaque bimestre un bulletin d'alerte co-produit avec l'OIM, l'ACF, le CILSS, la DDC, le FIDA, OXFAM, le PAM et la FAO. Depuis août 2025, les analyses du Cadre Harmonisé dans plusieurs pays, dont le Niger, le Mali et le Togo, intègrent de manière systématique les dynamiques pastorales et agropastorales. C'est un changement de paradigme discret mais décisif : les pasteurs et leurs réalités entrent dans les outils officiels de mesure de la sécurité alimentaire régionale, là où les

décisions se prennent.

La clinique mobile : quand deux pays soignent ensemble

L'innovation ne vient pas toujours de là où on l'attend. Le 27 juin 2025, une clinique vétérinaire spécialisée en santé des ruminants, la LA Veterinary Hospital Sunyani Branch, a été inaugurée à Sunyani, dans la région de Bono au Ghana. Elle est née d'un partenariat inédit entre Dr Hassimi DIALLO, vétérinaire burkinabè, et le Professeur Jonathan AMAKYE ANIM, directeur ghanéen de la Veterinary Hospital, qui ont formalisé leur coopération par un contrat d'accord en s'appuyant sur le mécanisme de délégation de mandat reconnu dans l'espace CEDEAO : un praticien dûment enregistré dans un pays membre peut déléguer son mandat à un confrère établi dans un autre État, ouvrant ainsi la voie à une coopération régionale concrète et adaptée aux réalités du terrain. Le RBM, à travers le programme MOPSS, a été déterminant dans la concrétisation de cette initiative.

La cérémonie d'inauguration, présidée par le Directeur régional de l'Agriculture représentant le Ministre de l'Agriculture du Ghana, a symbolisé l'ancrage institutionnel de cette démarche. Dès le 29 juin 2025, soit deux jours après l'ouverture officielle, l'équipe de la clinique effectuait sa première sortie de terrain dans une zone pastorale : tests rapides de trypanosomiase, traitements gratuits et conseils sanitaires directement auprès des éleveurs.

Les chiffres de fin d'année confirment l'ampleur de la réponse. Entre le 29 juin et le 25 décembre 2025, la clinique, qui compte trois agents, a pris en charge 57 822 têtes de bovins. La trypanosomiase, transmise par la mouche tsé-tsé, domine le tableau clinique avec 32 669 animaux traités aux trypanocides, révélant une prévalence élevée dans les zones d'intervention. Le déparasitage a concerné 20 138 bovins (8 985 en interne et 11 153 en externe), tandis que 2 622 animaux ont reçu des antibiotiques, principalement pour des maladies respiratoires dont la péripneumonie contagieuse bovine (PPCB). Enfin, 2 393 bovins ont bénéficié d'une supplémentation en vitamines pour renforcer leur immunité et leur récupération post-maladie.

La portée de l'initiative dépasse les soins directs. En parallèle des interventions curatives, la clinique a conduit des sorties de sensibilisation auprès des éleveurs dans les zones ciblées, portant sur l'importance de la prévention sanitaire, la vaccination du cheptel, les bonnes pratiques d'élevage et d'hygiène animale, et la déclaration précoce des maladies. Ces actions ont permis de renforcer la prise de conscience des communautés pastorales et de recueillir leurs doléances, dont la lutte contre la PPCB ressort comme la préoccupation principale

Sécuriser la mobilité, c'est stabiliser les territoires, investir dans la paix

Dans les communes d'intervention du programme, les communautés ont développé des mécanismes endogènes de prévention et de gestion des conflits. Des comités locaux de transhumance distincts des comités nationaux ont émergé, et des groupes WhatsApp transfrontaliers permettent aux éleveurs de signaler rapidement tout incident, facilitant une mobilisation communautaire rapide et la résolution apaisée des tensions. Ce dispositif endogène présente un atout particulier dans les zones transfrontalières où la réactivité a permis de régler plusieurs incidents avant qu'ils ne dégénèrent.

Au Forum Africain sur les Systèmes Alimentaires à Dakar, en septembre 2025, le RBM a plaidé pour une reconnaissance des pasteurs dans leur triple rôle économique, social et environnemental, en mettant en avant des initiatives concrètes comme la Centrale d'Achat d'Aliments de Bétail et la traçabilité numérique. La Charte Genre et Inclusion Sociale et la Mosaïque des Femmes Pasteures ont été citées comme illustrations de l'engagement du réseau à placer femmes et jeunes au cœur de la modernisation du pastoralisme. Le message du RBM est resté constant tout au long de l'année : sécuriser la mobilité, c'est stabiliser les territoires. Et stabiliser les territoires, c'est investir dans la paix.



L'eau est l'âme. Le RBM l'a compris à sa façon. Là où les ressources naturelles sont partagées avec équité et intelligence collective, là où les jeunes ont des perspectives économiques réelles et là où les communautés disposent des outils pour dialoguer avant de se disputer, la paix a une chance de s'installer durablement. C'est ce pari, difficile et essentiel, que RBM continue de tenir, année après année, corridor après corridor, puits après puits.



Interview de M. MODIBO Secrétaire Exécutif de l'APESS

L'APESS et son engagement pour le pastoralisme

Pourriez-vous présenter brièvement l'APESS et sa vision pour le développement de l'élevage et du pastoralisme en Afrique de l'Ouest et au Sahel ?

Modibo : L'APESS est une organisation d'éleveurs créée en 1989 à Bobo-Dioulasso et aujourd'hui présente dans 15 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Depuis plus de trois décennies, nous travaillons aux côtés des familles d'éleveurs pour promouvoir un pastoralisme moderne, durable et porteur de prospérité.

Notre vision à l'horizon 2033 est claire : construire un élevage familial performant, profitable à tous, sécurisé et évoluant dans une société apaisée. Pour y parvenir, nous agissons sur plusieurs leviers : l'amélioration des systèmes d'élevage, le renforcement de la paix et de la cohésion sociale, la défense des intérêts des éleveurs dans les politiques publiques, ainsi que la production et le partage des connaissances au service du secteur pastoral.

Pourquoi la mobilité pastorale demeure-t-elle un enjeu essentiel pour les communautés d'éleveurs aujourd'hui ?

Modibo : La mobilité est le poumon du pastoralisme au Sahel et ailleurs. Elle permet aux éleveurs de faire face à la variabilité spatiale et temporelle des ressources naturelles en particulier de l'eau et du pâturage propre aux zones arides et semi-arides. Sans mobilité, les troupeaux ne peuvent pas accéder aux fourrages nécessaires à leur survie et à leur productivité. C'est une stratégie d'adaptation millénaire face à l'alternance des saisons et aux aléas climatiques. Aujourd'hui, cette mobilité est menacée par l'interdiction de la transhumance dans certains pays, l'extension des terres agricoles, la

multiplication des frontières et les tensions sécuritaires. La défendre, c'est défendre la souveraineté alimentaire et le mode de vie de millions de familles sahéniennes.

Comment l'APESS accompagne-t-elle les éleveurs face aux défis et mutations d'ordre climatiques, économiques et sécuritaires que connaît la région ?

Modibo : Face à la triple crise climatique économique et sécuritaire, l'APESS agit sur plusieurs fronts : renforcement des organisations de base pour qu'elles soient résilientes ; formation des éleveurs à la gestion durable des ressources naturelles ; appui aux systèmes d'information sur les pâturages et les marchés ; et plaidoyer auprès des États pour que les politiques publiques prennent en compte les réalités pastorales. Nous travaillons aussi pour la réduction des conflits entre agriculteurs et éleveurs et la cohésion sociale au sein de nos communautés, actions devenues plus que nécessaires au regard de la persistance de la crise sécuritaire d'une part et, d'autre part, de l'intensification de la pression sur les ressources naturelles, dont le foncier rural.

L'APESS au sein du consortium MOPSS

Quel rôle spécifique joue l'APESS dans le consortium MOPSS aux côtés de RBM, ROPPA, Hub Rural SNV et CARE ?

Modibo : Au sein du consortium MOPSS qui réunit RBM, ROPPA, Hub Rural, SNV et CARE, l'APESS joue le rôle d'organisation pastorale de référence chargée de mobiliser, structurer et représenter les communautés d'éleveurs et d'agropasteurs. Notre valeur ajoutée est notre enracinement dans les terroirs pastoraux à partir des exploitations familiales et notre légitimité auprès des éleveurs. Nous assurons le lien entre les activités du projet et les réalités du terrain, notamment pour les volets de renforcement organisationnel, de plaidoyer et d'accès aux espaces de dialogue politique.

Quels sont les principaux résultats que l'APESS espère contribuer à atteindre à travers la phase 2 du programme MOPSS ?

Modibo : À travers le MOPSS 2, nous souhaitons avant tout renforcer la voix des éleveurs et agropasteurs dans les espaces de dialogue et de décision, du niveau local jusqu'aux instances régionales.

Nous voulons également contribuer à une mobilité pastorale plus sûre, grâce à une meilleure sécurisation des couloirs de transhumance et au renforcement du dialogue entre communautés et États. Une autre priorité est l'autonomisation des femmes et des jeunes, notamment à travers le développement de leurs compétences et de leur employabilité.

Enfin, nous espérons voir reculer les conflits liés à l'accès aux ressources naturelles grâce à des mécanismes de concertation et de gestion plus inclusifs et durables.

En quoi la présence d'organisations pastorales comme l'APESS dans un consortium régional constitue-t-elle une valeur ajoutée pour la réussite du programme ?

Modibo : Les organisations pastorales comme l'APESS apportent une légitimité sociale irremplaçable. Elles sont les garantes de l'appropriation des résultats par les communautés. Sans elles, les projets risquent de rester déconnectés des problématiques réelles et de ne pas produire de changements durables. Notre structuration territoriale permet aussi de faciliter le dialogue intercommunautaire dans des espaces où les structures étatiques sont parfois défaillantes ou absentes.



Le secrétaire exécutif en visite d'échange avec les autorités ivoiriennes

Plaidoyer et influence politique

L'un des objectifs du MOPSS est de renforcer l'influence des organisations pastorales dans les espaces de dialogue politique. Comment l'APESS contribue-t-elle à cet objectif ?

Modibo : L'APESS contribue à cet objectif en formant des leaders pastoraux à la participation aux instances de dialogue, en produisant des outils de plaidoyer adaptés (notes de politique, témoignages documentés, cartographies des conflits), et en tissant des alliances avec d'autres organisations de la société civile (COFENABVI AO, cadre Inter OPR regroupant APESS, RBM & ROPPA, etc.). Nous accompagnons nos membres pour qu'ils prennent la parole dans les espaces institutionnels comme les comités nationaux de transhumance, les plateformes de dialogue multi-acteurs transfrontalières, les instances de la CEDEAO et de l'UEMOA en tant que sujets de droit et non comme objets de politique.

Au niveau du dialogue politique régional, l'APESS et les organisations sœurs animent le plaidoyer régional sur la promotion du lait local, sur la transhumance transfrontalière et l'employabilité des jeunes. L'APESS a produit des contributions pour l'élaboration de la stratégie régionale de développement des élevages et de sécurisation des systèmes pastoraux portée par la CEDEAO, la déclaration de Nouackchott+10 portée par le CILSS et la revue en cours de l'ECOWAP.

Quels sont aujourd'hui les principaux défis politiques et réglementaires qui affectent la mobilité pastorale transfrontalière dans la région ?

Modibo : Les principaux défis sont : la non-application ou la méconnaissance des textes existants, notamment la Réglementation communautaire de la transhumance de la CEDEAO ; la fermeture progressive des frontières dans le contexte sécuritaire actuel ; la multiplication des taxes illicites et des tracasseries aux postes frontaliers ; et le manque d'harmonisation des législations nationales sur le foncier pastoral et les couloirs de transhumance. Le retrait de certains États de la CEDEAO (pays de AES) fragilise également les cadres régionaux de coopération.

Quel message l'APESS porte-t-elle auprès des États et des institutions régionales concernant l'avenir du pastoralisme et de la transhumance ?

Modibo : Notre message est clair : le pastoralisme est une solution, pas un problème. Les États doivent reconnaître et protéger les droits des pasteurs, des agropasteurs, sécuriser et viabiliser les couloirs de transhumance, et intégrer le pastoralisme dans leurs politiques agricoles et de développement rural. La transhumance transfrontalière doit être encadrée par des accords bilatéraux et régionaux effectifs.

Inclusion des femmes et des jeunes

Le programme MOPSS accorde une attention particulière aux femmes et aux jeunes. Pourquoi est-il important de renforcer leur place dans les organisations pastorales ?

Modibo : Les femmes tout comme les jeunes sont les piliers invisibles des économies pastorales. Les femmes assurent la transformation des produits laitiers, la gestion des petits ruminants et l'économie domestique du campement. Les jeunes constituent la main-d'œuvre de la transhumance. Pourtant, ils sont marginalisés dans les instances de décision. Les inclure n'est pas seulement une question d'équité : c'est une condition pour la durabilité des organisations et de leurs stratégies.

Quelles initiatives concrètes l'APESS met-elle en œuvre pour favoriser leur leadership et leur participation aux instances de décision ?

Modibo : L'APESS a mis en place des quotas de 30% de représentation pour les femmes depuis 2009 et les jeunes depuis 2017 dans ses organes dirigeants. D'ailleurs, le MOPSS a beaucoup contribué dans la mise en place de ces espaces au Togo, au Bénin, au Niger et au Mali. Ces espaces disposent de plans d'action. Pour les jeunes, nous développons des programmes de formation professionnelle autour des métiers agropastoraux dont le lait. Des subventions et des appuis

à l'installation de jeunes éleveurs sont également en cours d'expérimentation dans certaines zones à travers le MOPSS-2. APESS dispose depuis 2018 d'un programme mobilisateur pour les jeunes à partir duquel des actions concrètes en leur faveur sont initiées.

Quels changements avez-vous observés ces dernières années dans l'engagement des jeunes et des femmes au sein des communautés pastorales ?

Modibo : Nous constatons une évolution positive, même si elle reste fragile. De plus en plus de femmes prennent la parole dans les assemblées générales et accèdent à des postes de responsabilité dans les instances et organes de l'association. Elles se mettent ensemble pour constituer des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit facilitant leur autonomisation.

Chez les jeunes, nous observons un intérêt croissant pour les outils numériques appliqués à l'élevage — suivi des marchés, accès aux informations météorologiques et pastorales. Ils élaborent des plans d'affaires et cherchent des financements. Mais la crise sécuritaire pousse aussi beaucoup de jeunes vers l'exode, ce qui fragilise la relève pastorale.

Cohésion sociale et paix dans les espaces transfrontaliers

Les tensions autour de l'accès aux ressources naturelles et les questions sécuritaires fragilisent la coexistence entre communautés. Comment l'APESS contribue-t-elle à la prévention et à la gestion de ces conflits ?

Modibo : APESS a accompagné les acteurs à mettre en place six (06) plateformes d'innovation multi acteurs autour de la gestion des ressources naturelles et prévention des conflits dans la zone Sikasso – Korgho – Bobo dite SKBo ou le grand Kénédougou et aussi dans le sud du Ghana. Ces espaces de concertation sont des cadres privilégiés d'apprentissage mutuel et de prévention/gestion de conflits. À ces plateformes sont arrimés des relais de veille communautaire (RVC) dans l'optique de documenter les conflits et en analyser les causes profondes permettant d'alimenter le plaidoyer.

Des sessions de renforcement des capacités sur les textes communautaires et nationaux sur la transhumance ainsi que sur la gestion des programmes sensibles aux conflits sont déroulées. En plus de ces Plateforme d'innovation (multi acteurs) de Gestion de Ressources Naturelles - PIGRN, toutes les actions soutenues par APESS bénéficient à la fois aux membres et non membres, aux déplacés internes et aux autochtones dans un respect du principe de DO NO HARM.

Selon vous, quels sont les facteurs clés pour construire une mobilité pastorale apaisée dans les zones transfrontalières ?

Modibo : Une mobilité pastorale apaisée repose avant tout sur la sécurisation des espaces pastoraux et le dialogue entre les différents acteurs. Il est essentiel de préserver et d'aménager les couloirs de transhumance, les points d'eau et les zones de pâturage afin de réduire les risques de conflits liés à l'accès aux ressources.

Le renforcement des cadres de concertation entre éleveurs, agriculteurs, autorités locales et services techniques est également déterminant pour prévenir les tensions et trouver des solutions concertées.

Par ailleurs, il est important que les États appliquent effectivement les textes régionaux qui encadrent la transhumance et renforcent leur coopération pour faire face aux défis sécuritaires. Enfin, la mobilité pastorale sera d'autant plus acceptée qu'elle contribuera au développement économique local, à travers une meilleure intégration des éleveurs dans les chaînes de valeur et un accès accru aux services essentiels.

Quel rôle les organisations pastorales peuvent-elles jouer dans la promotion du dialogue, de la cohésion sociale et de la paix ?

Modibo : Les organisations pastorales locales, nationales ou régionales jouent plusieurs rôles : sensibilisation des éleveurs sur la cohésion sociale et le vivre ensemble, l'animation des cadres de concertations multi acteurs, l'encouragement dans l'implication citoyenne et la recherche de financement pour satisfaire les besoins des populations. Leurs actions traversent les frontières et elles connaissent les ressorts culturels des communautés. Elles jouent par ailleurs un rôle de médiation, et de construction de la confiance entre les acteurs aux côtés des États et des collectivités territoriales. Le programme MOPSS reconnaît cette capacité et nous entendons la renforcer.

Perspectives et avenir du pastoralisme

Quels enseignements majeurs tirez-vous de la mise en œuvre du programme MOPSS jusqu'à présent ?

Modibo : Le premier enseignement est que le renforcement organisationnel est le socle de tout le reste : sans organisations pastorales solides, ni le plaidoyer ni la gestion des conflits ne peuvent fonctionner durablement. Le deuxième enseignement est l'importance de travailler à l'échelle régionale : les défis de la transhumance ne peuvent être résolus pays par pays. Le troisième est que la cohésion sociale est un

préalable à tout développement économique dans les espaces pastoraux.

Dans le contexte actuel marqué par les évolutions géopolitiques régionales, notamment la reconfiguration des espaces de coopération sous-régionale, quelles perspectives voyez-vous pour le pastoralisme ?

Modibo : Le pastoralisme au Sahel fait face à une transformation structurelle majeure. Si la mobilité reste le pilier économique pour plus de 20 millions de personnes et une assurance-vie dans les zones arides, la crise sécuritaire et les tensions géopolitiques redéfinissent profondément son avenir.

La reconfiguration géopolitique en cours avec le retrait de la CEDEAO de certains pays sahéliens fragilise les cadres régionaux de coopération sur lesquels repose la réglementation de la transhumance transfrontalière. C'est un défi majeur. Mais nous voyons aussi des opportunités : les nouvelles alliances sous-régionales en construction pourraient intégrer des mécanismes de coopération pastorale si les organisations comme l'APESS parviennent à se positionner comme interlocutrices. Nous devons être créatifs et nous adapter, sans perdre nos fondamentaux.

Quelles sont les priorités stratégiques de l'APESS pour les prochaines années ?

Modibo : Dans les années à venir, notre priorité sera de renforcer l'APESS pour qu'elle reste une organisation solide et proche des éleveurs, malgré un contexte régional de plus en plus complexe.

Nous voulons également accroître notre influence dans les politiques publiques afin que les préoccupations des pasteurs et agropasteurs soient mieux prises en compte aux niveaux national et régional. Une attention particulière sera accordée à la formation et à l'insertion des jeunes, qui représentent l'avenir du secteur.

Parallèlement, nous poursuivrons nos efforts pour développer les chaînes de valeur animales, notamment la filière lait, et renforcer la résilience des exploitations familiales. Enfin, nous investirons davantage dans la production et la diffusion de connaissances afin de mieux faire connaître la contribution essentielle du pastoralisme aux économies et à la stabilité de nos pays.

Mot de fin

Quel message souhaiteriez-vous adresser aux éleveurs, aux partenaires techniques et financiers ainsi qu'aux décideurs politiques qui suivent les actions du programme MOPSS ?

Aux éleveurs et agropasteurs, je dis : restez organisés car le pastoralisme n'est pas un secteur du passé. Votre mode de vie est une richesse pour vos familles et pour toute la région.

Aux partenaires techniques et financiers, nous leur demandons de continuer à nous faire confiance et de nous donner les moyens d'agir dans la durée — car les changements structurels prennent du temps. Aux décideurs politiques, nous lançons un appel solennel : le pastoralisme mérite d'être traité comme une priorité stratégique, pas comme une question marginale.

Sécuriser la transhumance, c'est construire la paix et l'alimentation de millions de personnes au Sahel. Le programme MOPSS est une démonstration concrète de ce que nous pouvons accomplir ensemble. Continuons sur cette voie.

Au terme de cet entretien j'exprime la gratitude de APSS à l'endroit de la SNV, du consortium de mise en œuvre, des partenaires techniques et financiers ainsi que des parties prenantes au niveau local, national et régional. Le projet MOPSS a permis de capaciter nos OPR et de contribuer au renforcement de la résilience des pasteurs et agropasteurs de l'Afrique de l'Ouest.

"Ma vie a changé" : les jeunes pasteurs qui réinventent leur avenir avec le numérique et les métiers agropastoraux

"Ma vie a changé : j'ai construit ma propre maison, je me suis marié, et j'ai acheté un terrain où j'ai également construit un fenil." Ces mots sont ceux d'Hamidou, déplacé interne arrivé à Dori après avoir fui sa commune natale « Seytenga » au Burkina Faso. Aujourd'hui, grâce à la formation en production fourragère dispensée par le CRUS, organisation pastorale membre du RBM, Hamidou est financièrement indépendant. Sa trajectoire illustre ce que le programme MOPSS promeut : la conviction que les zones pastorales, malgré les crises, recèlent de vrais métiers d'avenir pour les jeunes lorsqu'on leur en donne les clés.



Une éleveuse dans les zones pastorales du Sahel. Photo : RBM

Les 1 000 métiers du pastoralisme : une initiative qui transforme des vies

L'initiative "1 000 métiers du pastoralisme" portée par le RBM avec l'appui de MOPSS repose sur une approche intégrée en quatre temps : un ciblage transparent et communautaire des bénéficiaires, des formations en langues locales, une dotation de kits adaptée au besoin des jeunes et un accompagnement de proximité sur la durée. En 2025, cette dynamique a pris de l'ampleur au Burkina Faso, au Mali et au Niger, ciblant des jeunes des filières lait, viande, fourrage et compléments alimentaires. L'ambition reste la même : faire de l'agropastoralisme une voie économique digne et désirable pour la génération qui doit prendre le relais.

À Fada N'Gourma, Maïmouna transforme le lait. "Grâce à cette activité, je paie la scolarité de mes enfants. Je leur ai même acheté un vélo", confie-t-elle. Dans la région de l'Est au Burkina Faso, Kadidia, membre de la coopérative Yanyenma, a participé à une formation du RBM sur la fabrication des pierres à lécher pour le bétail. Elle fabrique désormais des pierres à lécher de qualité, répond aux besoins des agropasteurs locaux et a transmis ce savoir à d'autres jeunes de sa communauté. Ces destins, individuels en apparence, sont en réalité le signe d'un changement structurel qui est entamé : lorsque les jeunes des zones pastorales ont accès à la formation et au capital de départ, ils créent des entreprises, génèrent des revenus et restent dans leurs territoires.



Jeunes femmes engagées dans la transformation laitière dans le cadre des 1 000 métiers du pastoralisme.

"Grâce à cette activité, je paie la scolarité de mes enfants. Je leur ai même acheté un vélo."
Maïmouna, transformatrice de lait, Fada N'Gourma, Burkina Faso

"Ma vie a changé : j'ai construit ma propre maison, je me suis marié, et j'ai acheté un terrain où j'ai également construit un fenil."
Hamidou, producteur de fourrage, Dori, Burkina Faso (déplacé interne de Seytenga)
i



Kadidia de la Coopérative Yanyema. Photo : RBM

Des jeunes ambassadeurs devenus acteurs clés

Hamidou, Maïmouna et Kadidia ne sont pas des cas isolés. Ils font partie d'un mouvement plus large, celui des Jeunes Ambassadeurs du Pastoralisme (JAP), présents aujourd'hui dans 11 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Ce mouvement, créé par le RBM avec le soutien de MOPSS, a franchi en 2025 un cap décisif : ses membres ne sont plus seulement des relais de sensibilisation communautaire, ils interviennent dans des espaces de décisions à l'échelle nationale et internationale.

Du 18 au 31 mai 2025, les JAP du Niger ont participé à la Semaine du Paysan à Niamey en tant que panelistes sur la politique foncière rurale, une thématique qu'ils avaient vulgarisée dans neuf communes du Niger. Ils ont également tenu le rôle de rapporteurs dans le panel sur la paix et la cohésion sociale, confirmant leur capacité à intervenir sur des enjeux clés du développement rural. Le 25 juin 2025, à Paris, le RBM et le Mouvement JAP ont pris la parole lors de la journée d'étude organisée par l'IRAM sur les enjeux des territoires pastoraux sahéliens et méditerranéens. Ces présences confirment ce que le programme a semé depuis plusieurs années : des jeunes formés, confiants et capables de porter la voix du pastoralisme dans les arènes où se décide l'avenir du secteur

Au Bénin, Djoudé Issa Demo, directrice d'une organisation de jeunes et consultante sur les questions de cohésion sociale et de genre, collabore avec la fondation suisse PeaceNexus et des partenaires internationaux. "En attendant de réunir les fonds pour créer ma propre exploitation, je mets ma compétence et mes expertises au service du monde pastoral", explique-t-elle..



les JAP du Niger ont participé à la Semaine du Paysan à Niamey en tant que panelistes. Photo : RBM

"A partir du 21 juin 2025, je mène une initiative JAP dans les communes de la région des Savanes, dédiée à la sensibilisation des éleveurs sur la réglementation en vigueur concernant la transhumance interne au Togo. Un grand merci au RBM et au programme MOPSS 2 pour l'appui technique et financier."

Assoumana, Jeune Ambassadeur du Pastoralisme, Togo



Le coaching, cordon ombilical entre les jeunes et leurs ambitions

La force de l'initiative tient aussi à son dispositif de coaching. Souleymane Maïga, JAP Coach au sein du CRUS dans la région du Sahel au Burkina Faso, définit ainsi son rôle : "Le Coach JAP, c'est lui le cordon ombilical entre le jeune bénéficiaire et l'équipe dédiée à l'initiative." Amadou Ibrahim, Coach JAP au sein de l'AREN au Niger, a créé un groupe WhatsApp pour maintenir un lien permanent avec les jeunes qu'il accompagne. "Quand les jeunes posent des questions auxquelles je n'ai pas immédiatement de réponse, je fais appel aux formateurs. Par exemple, pour des étiquettes nécessaires à un projet de transformation laitière, j'ai contacté un formateur qui a fourni les références demandées au jeune bénéficiaire", explique-t-il. Ce réseau mixte de coachs, associant JAP, services techniques et communautés, garantit un accompagnement ancré dans les réalités locales.

Le numérique pour une mobilité pastorale apaisée

MOPSS a soutenu l'émergence de solutions numériques adapté aux réalités du terrain. L'application BetaClic permet l'identification numérique de l'animal, le suivi sanitaire, la sécurisation du bétail, la prévention des conflits et l'établissement de statistiques fiables sur l'élevage. Elle a été retenue pour la traçabilité du bétail dans les pays d'intervention du RBM. L'application Maroobe, disponible en six langues locales, dont le Peulh, le Tamachek, le Bambara, le Haoussa, l'Arabe et le Wolof, fonctionne sans connexion internet et a été utilisée concrètement pour diffuser l'arrêté portant sur les conditions de la transhumance dans le département de Ouangolo en Côte d'Ivoire. Ces lauréats de l'Hackathon pastoral soutenu par MOPSS, représentent une première phase prometteuse dont la mise à l'échelle constitue le défi des prochaines années.

En 2025, 1 025 bénéficiaires ont appliqué des pratiques agro-écologiques innovantes couvrant l'intégration agriculture - élevage, l'hydroponie et la fabrication de compléments alimentaires avec des produits locaux. 100 hectares de terres dégradées ont été réhabilités dans les communes de Téra au Niger, constituant une zone de repli pour les animaux en période de stress fourrager. Ces chiffres ne sont pas seulement des indicateurs de résultat. Ils sont la mesure d'un pari tenu : que les zones pastorales, même en crise, peuvent être des espaces d'opportunités de résilience et d'adaptation au changement climatique.



Des zones pastorales récupérées. Photo :RBM

PAO2P-3 : une nouvelle impulsion pour renforcer le capital humain des communautés pastorales

Le Programme MOPSS-2 franchit une nouvelle étape avec l'intégration du Programme d'Appui aux Organisations et Populations Pastorales – Phase 3 (PAO2P-3), financé par la Direction du Développement et de la Coopération Suisse (DDC). Cette nouvelle composante vient renforcer l'ambition du MOPSS-2 en plaçant le développement du capital humain au cœur des stratégies de résilience, de cohésion sociale et de stabilité dans les espaces pastoraux transfrontaliers.

Successeur du Programme Régional d'Éducation/Formation des Populations Pastorales (PREPP), le PAO2P-3 marque une évolution majeure. Alors que les précédentes phases étaient principalement orientées vers l'éducation de base, cette nouvelle phase fait de la formation professionnelle, de l'insertion socio-économique et de l'employabilité des jeunes son principal levier de transformation.

Mis en œuvre de mai 2025 à avril 2029 sous la coordination de SNV Burkina Faso, le programme intervient dans 47 communes transfrontalières stratégiques réparties entre le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Togo. Son objectif est de contribuer au développement du capital humain et à l'intégration sociale, économique et citoyenne des populations pastorales et agropastorales, avec une attention particulière portée aux jeunes et aux femmes, particulièrement exposés aux effets conjugués de la pauvreté, des conflits et du changement climatique.

Investir dans les jeunes pour bâtir la paix

Piloté par la SNV, le PAO2P-3 est mis en œuvre par cinq opérateurs pays qui sont AREN (Niger), Andal Pinal (Burkina), CDD (Togo), Potal Men (Bénin), et Delta Survie (Mali).

L'ambition du PAO2P-3 repose sur trois priorités stratégiques complémentaires :

- **Former et insérer durablement 20 000 jeunes agropasteurs**, dont au moins **50 %** de femmes, grâce à des parcours de formation professionnalisants répondant aux besoins des marchés locaux ;
- Renforcer la cohésion sociale et contribuer à la stabilité des territoires pastoraux ;
- Améliorer les politiques et dispositifs institutionnels favorisant la formation professionnelle et l'insertion des jeunes.

Au-delà des compétences techniques, le programme entend agir sur les causes profondes de la vulnérabilité en favorisant l'accès à l'emploi, la réduction des frustrations socio-économiques, le dialogue entre communautés

et le renforcement des dispositifs nationaux d'accompagnement.

2025 : une année de fondation

L'année 2025, couvrant la période de mai à décembre, a constitué une phase de mise en place essentielle pour garantir un déploiement efficace des activités à partir de 2026.

Les opérateurs ont concentré leurs efforts sur plusieurs chantiers structurants :

- la formalisation du cadre institutionnel à travers la signature de conventions, la reconnaissance officielle du programme et la désignation de points focaux ministériels ;
- l'harmonisation des outils de pilotage, notamment la Théorie du Changement, le cadre de résultats, le Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA), ainsi que le lancement des études de référence et des analyses des opportunités économiques ;
- la mobilisation des communautés avec la validation des communes d'intervention et la structuration des parties prenantes locales ;
- la mise en place des équipes opérationnelles et du dispositif régional de formation.

Ces avancées constituent des fondations solides pour la mise en œuvre du programme.

Une reconnaissance régionale porteuse d'avenir

À la fin de l'année 2025, le PAO2P-3 est officiellement reconnu dans les cinq pays d'intervention. Cette reconnaissance institutionnelle représente une étape déterminante : elle sécurise le cadre politique et administratif du programme et crée des conditions favorables à une montée en puissance des activités dès 2026.

En rejoignant le MOPSS-2, le PAO2P-3 apporte une dimension nouvelle au programme : celle d'un investissement durable dans les femmes et les jeunes, considérés comme les premiers acteurs de la résilience, de la cohésion sociale et du développement économique des territoires pastoraux.

En renforçant les compétences, les opportunités d'emploi et la participation citoyenne des nouvelles générations, le PAO2P-3 contribue à construire un avenir où la mobilité pastorale ne sera plus seulement un moyen de subsistance, mais également un moteur de paix, de stabilité et de prospérité partagée en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

MOPSS en chiffres

+250 Alertes communautaires pour prévenir les crises

Le réseau de veille communautaire a diffusé **252 alertes**, permettant aux communautés et aux autorités d'anticiper les risques et de prévenir les conflits liés à la mobilité pastorale.

+154 000 Animaux ont désormais accès à l'eau

Les cinq nouveaux forages pastoraux réalisés par le programme assurent l'abreuvement d'environ **154 000 têtes de bétail** et bénéficient directement à plus de **2 700 ménages** pastoraux et agropastoraux.

Environ 19.000 exploitations familiales mieux protégées

Près de **19 000 exploitations familiales** utilisent désormais les services de prévention et de gestion des conflits promus par le MOPSS, renforçant ainsi la sécurité de leurs activités pastorales.

Environ 2 500 ménages ont retrouvé leurs moyens d'existence

Grâce aux appuis du programme, **2 203 exploitations** familiales vulnérables, comprenant des personnes déplacées internes et des ménages hôtes, ont pu reconstituer leurs moyens de production et renforcer leur résilience.

+400 initiatives entrepreneuriales soutenues

Le MOPSS a financé plus de **400 initiatives** portées par des jeunes et des femmes, favorisant la création d'activités économiques et l'autonomisation des communautés pastorales.

Environ 500 jeunes et femmes ont accédé à un emploi

Les actions du programme ont permis à plus de **400 jeunes et femmes** de trouver un emploi ou une activité génératrice de revenus, renforçant ainsi leur autonomie économique.

90 % de pertes de lait évitées

L'appui apporté à quatre coopératives laitières a permis de réduire les pertes post-collecte de 90 %, améliorant significativement les revenus des producteurs.

Environ 58 000 bovins soignés grâce à des services vétérinaires renforcés

Au Ghana, la clinique vétérinaire soutenue par le programme a permis de traiter près de 58 000 bovins, améliorant durablement la santé animale et la productivité des élevages.

Et aussi...

- **+60 km de couloirs** de transhumance aménagés ;
- **4 plans d'aménagement transfrontaliers** mis en œuvre ;
- **Environ 1 600 exploitations** adoptent des pratiques agricoles résilientes au climat ;
- **35 biodigesteurs** installés dans trois pays, réduisant de plus de 70 % les dépenses des ménages en bois de chauffe ;
- **Environ 50 journalistes** engagés à promouvoir une information sensible aux conflits ;
- Une application mobile en langues locales lancée pour diffuser les alertes pastorales et les informations utiles aux éleveurs.

Equipe de production

Directeur de publication

Marjon TUINSMA

Directeur de Rédaction

Amadi Coulibaly

Directeur de Rédaction

Samuel Bacyé

Rédaction

Georgine SEHOUE

Hamidou Tiémogo

Honoré TANKOANO

Issoufou Diallo

Arama Laya Kountché

Nadine Konseiga

Samuel Bacyé

Victoria Grime

Contributions

Equipes APESS, CARE, Hub Rural, RBM, ROPPA et SNV

Maquettage :

Build Africa Communication

Nous contacter

Ouaga 2000, secteur 54
Avenue SARE Elie, Porte 437
+226 25 40 92 63

burkinafaso@snv.org

www.snv.org